

Opposition/Union nationale

**Estelle Ondo exclue définitivement des rangs**

J.K.M  
Libreville/Gabon

**Le Bureau national a mis un terme à son appartenance au parti politique dirigé par Zacharie Myboto.**

C'EN est fini d'Estelle Ondo à l'Union nationale (UN). En tout cas, le Bureau national de cette formation politique, réuni le 27 juillet dernier, a confirmé l'exclusion de celle qui, jusqu'à un passé récent, était sa 5e vice-présidente. Cette décision intervient après qu'elle a annoncé sa démission dans une lettre datée du 24 juillet. Quoiqu'il en soit, c'est l'épi-

logue d'une affaire qui remonte au lendemain de la formation du gouvernement d'ouverture. On se souvient, en effet, que, contre l'avis du directoire de l'UN, Estelle Ondo avait accepté de faire partie de l'équipe Issoze Ngondet. Ce qui lui avait valu, on se rappelle, d'être convoquée devant le Conseil de discipline de l'UN. Une convocation à laquelle elle avait répondu en se présentant flanquée de ses conseils. Ces derniers avaient demandé qu'on leur fournisse un certain nombre de documents à même de leur permettre de mieux assurer la défense de leur cliente. Une requête qui n'avait pas été honorée. Convoquée une seconde fois



Photo : BANDOMA

**Estelle Ondo, la désormais ancienne 5e vice-présidente de l'UN.**

devant la même instance, le ministre de l'Économie forestière avait jugé utile de commettre des huissiers de justice aux fins de constater, avait-elle

déclaré à l'époque, que "les droits de la défense avaient été violés". Une stratégie qui s'était révélée improductive, vu que les auxiliaires de justice

avaient été, purement et simplement, éconduits. Entretemps, elle avait annoncé, au cours d'une conférence de presse, sa participation au Dialogue national inclusif et sans tabou. S'en était suivi un bras de fer entre elle et les membres du directoire de l'UN. Dans tous les cas, Estelle Ondo n'a eu de cesse de clamer "le caractère illégal" de la décision qui la frappait. Allant même jusqu'à se considérer comme étant "victime d'une fatwa et des méthodes salafistes de ses anciens compagnons". Des arguments qui avaient été balayés par les membres du directoire de l'UN, lesquels ont toujours pointé du doigt "l'indiscipline caractérisée" de la désormais ex 5e vice-prési-

dente de l'UN. Tout en arguant du fait que les droits d'Estelle Ondo ont été bel et bien respectés. D'autant plus que, assurent-ils, elle pouvait user des voies de recours prévus par les textes régissant l'UN. Autant dire que c'est dans le strict respect des dispositions statutaires, que le Bureau national de l'UN a définitivement exclu Estelle Ondo de ses rangs. La question reste maintenant de savoir en quels termes va s'inscrire désormais l'avenir politique de l'actuelle ministre de l'Économie forestière, de la Pêche et de l'Environnement, chargée de la Protection et de la Gestion des Écosystèmes (lire ci-dessous).

**Et maintenant ?**

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

**Depuis la formation du gouvernement, l'Union nationale (UN) a enregistré les départs de deux membres de son directoire : Estelle Ondo et Mike Jocktane. Le second avait dit être en train de réfléchir sur l'avenir de son combat politique. Quant à la première, plusieurs possibilités s'offrent à elle. Mais que dire du parti présidé par Zacharie Myboto au lendemain de cette séparation ?**

LE feuilleton des palabres entre l'Union nationale (UN), l'une des principales formations politiques qui s'opposent au régime en place, et sa 5<sup>e</sup> vice-présidente Estelle Ondo a pris fin de manière définitive jeudi dernier, avec l'exclusion de cette dernière. Une mesure confirmée à l'issue d'une réunion de son directoire. Cette séparation, au terme de plusieurs rebondissements, y compris au niveau judiciaire, fait suite à celle concernant un autre cadre dudit parti, Mike Jocktane.

On ne va pas alimenter le débat sur la manière dont s'est effectuée cette séparation. Certains vont considérer qu'Estelle Ondo a été exclue. D'autres, par contre, diront qu'elle a démissionné, étant donné que quelques jours plus tôt, elle a rendu publique "sa démission" de l'UN. Dans tous les cas, la réalité est que le divorce entre elle et son désormais ancien parti politique est consommé.

Cette situation suscite un intérêt à plusieurs niveaux. Quel va être l'avenir politique de l'actuelle ministre de l'Économie forestière ? Va-t-elle créer son parti politique ? Adhèrera-t-elle à une formation politique déjà en activité ? Sur un tout autre plan, quelles conséquences cette séparation peut-elle avoir sur le fonctionnement et l'avenir du parti que pré-



Photo : Aristide Moussovou

**Le président de l'UN Zacharie Myboto et les siens face à des tentatives de déstabilisation sur le terrain.**



Photo : BANDOMA

**Estelle Ondo serait-elle tentée par Démocratie nouvelle (DN) de René Ndemézo' Obiang ?**

activité. Dans cette perspective, de plus en plus de regards se tournent vers "Démocratie nouvelle" (DN) de René Ndemézo' Obiang qui avait d'ailleurs été soupçonné voire accusé, à tort ou à raison, d'avoir été à la manœuvre pour la nomination d'Estelle Ondo au gouvernement d'Emmanuel Issoze Ngondet.

Dans tous les cas, on imagine mal DN cracher sur l'arrivée d'une telle militante. Dans son ambition de dominer la vie politique dans le Septentrion, DN ne pourrait que se satisfaire de l'apport de cette native de la commune d'Oyem. Surtout dans la perspective des prochaines Législatives. En dernière analyse toutes les hypothèses restent d'actualité, la politique étant l'art du possible...

**MESSAGE CLAIR** • S'agissant de l'Union nationale maintenant. La première conséquence de cette séparation, c'est que désormais il est clair que l'UN n'est pas représentée au gouvernement comme certains l'ont prétendu avec la nomination d'Estelle Ondo. Tout comme il est avéré que l'UN n'a pas eu de représentant au Dialogue politique tenu au stade d'Angondjé dans la commune d'Angondjé, au nord de Libreville. Par ailleurs, en excluant tout ceux qui ont pris des initiatives isolées qui pour intégrer le gouvernement, qui pour participer aux assises d'Angondjé, Zacharie

Myboto et les siens ont voulu lancer un message clair à l'endroit de tous les autres militants de l'UN qui seraient tentés d'entreprendre la même démarche sans l'aval du parti. Ceci étant, doit-on conclure que la sérénité est ainsi revenue au sein de l'UN ? Les choses pourraient s'avérer moins faciles qu'on ne le pense. On peut considérer comme certain que plusieurs

sympathisants d'Estelle Ondo parmi ceux qui lui ont apporté leur soutien, vont la suivre dans sa nouvelle aventure. Et à partir de là, si aucune stratégie n'est mise en place pour éviter la "saignée", l'UN devrait subir une déstabilisation, surtout au niveau d'Oyem en particulier. Parce qu'il est sûr que Estelle Ondo, et sans doute Mike Jocktane, feront tout pour que leur ancienne formation politique

laisse des plumes dans cette partie du Gabon. A Jean-Christophe Owono Nguema et aux autres cadres restés fidèles à l'UN de se battre pour que les calculs de leurs amis d'hier, adversaires devenus, n'aient pas d'effets... Autant de choses qui prouvent que la séparation entre l'UN et deux de ses anciens cadres fera encore parler d'elle dans les prochains mois.



Photo : AEE

**L'ancienne vice-présidente de l'UN a désormais le choix entre créer son propre parti ou adhérer à un autre parti.**

side Zacharie Myboto ? Par rapport à Estelle Ondo, on imagine mal cette personnalité mettre un terme à sa carrière politique en si bon chemin. Surtout que depuis qu'elle est en conflit ouvert avec le directoire de l'UN, il y a quand même des militants de cette formation politique qui lui ont apporté leur soutien. Certains se disant d'ailleurs prêts à la suivre. Est-ce suffisant pour créer un parti politique avec tout ce que cela comporte comme exigences aujourd'hui ? Tout compte fait, l'actuelle ministre de l'Économie forestière sait qu'il sera difficile pour elle de demeurer longtemps au gouvernement sans force politique. Son aura à elle seule ne peut suffire. C'est donc fort de cette réalité que d'aucuns estiment qu'elle devrait au moins opter pour l'adhésion à un autre parti politique déjà en